



## Portable, uniforme, dictée... Blanquer a-t-il sombré du côté obscur de la Force ?

Portable, uniforme, dictée... Blanquer a-t-il sombré du côté obscur de la Force ? : A multiplier les appels du pied à l'opinion conservatrice, le ministre de l'Education nationale, qui prétendait s'extraire des querelles idéologiques, a fini par brouiller son message. Et assombrir son image. Coïncidence malheureuse ou révélation de sa vraie nature? Quand nous l'avions rencontré en juin dernier, le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer nous avait fait deux confidences. Son amour spleenétique des platanes. Et le regard inquiet qu'il portait sur les médias. Pas "l'Obs", non, le ministre est un homme courtois. Mais les médias en général, coupables de céder à l'instantanéité, de véhiculer de plus en plus de "fake news" et, comble du dilettantisme, de... ne pas avoir lu ses deux livres, "l'Ecole de demain" et "l'Ecole de la vie", qui décrivaient pourtant noir sur blanc son futur programme de gouvernement. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education : "Le discours égalitariste est destructeur" Il semblait sincère, ouvert au débat, précis dans ses propos. Comme nous l'avaient dépeint ses interlocuteurs des académies de Guyane et de Créteil, où il avait sévi jadis comme recteur. Seule part d'ombre : cette animosité palpable à l'encontre du petit monde des chercheurs en sciences de l'éducation, coupables selon lui d'avoir généré des bataillons d'illettrés et désignés pour la peine sous le vocable infamant de "pédagogistes". La suite après cette publicité Cette part d'ombre aurait dû nous alerter. Griserie du pouvoir ? Retour du refoulé ? Le ministre de l'Education nationale fait de plus en plus penser à l'enfant de la planète Tatooine qui, se découvrant un superpouvoir au sabre laser, sombre inexorablement du côté obscur de la Force. En quelques mois, le technicien pragmatique, qui entendait sortir les questions éducatives des querelles idéologiques, s'est ainsi mué en machine politique. Contribuant allègrement à la culture du buzz qu'il dénonçait, et participant par là même à la caricature de sa propre pensée. Annonces en rafale La dernière séquence médiatique est symptomatique. Mardi 5 décembre, le ministre convoque la presse pour réagir aux résultats très médiocres des petits Français révélés par Pirls, une enquête internationale consacrée aux compétences en lecture des élèves de CM1. Il brûle la politesse aux chercheurs réunis le même jour à l'Unesco pour détailler leurs résultats et annonce une dictée quotidienne dans toutes les classes de France. Ecole : le niveau de lecture des élèves français baisse... dangereusement Le samedi suivant, pour la journée de la laïcité, il réinvente l'éducation civique et morale en prônant l'apprentissage d'une maxime quotidienne écrite au tableau. Et le lendemain, feu d'artifice : lors d'un passage au "Grand Jury RTL", il enquille les annonces "disruptives". En 50 minutes top chrono, on apprend : 1) que les téléphones portables seront définitivement interdits dans les collèges à la rentrée de 2018 ; 2) que le port de l'uniforme mériterait d'être développé ; 3) que les mamans voilées, "normalement", ne devraient pas être autorisées à accompagner les sorties scolaires. Essayons de faire un premier bilan. Comme l'a gentiment souligné Philippe Meirieu, le pape des "pédagogistes", interviewé mardi matin sur France Inter, la plupart de ces nouveaux axes de travail ministériels, pris séparément, présentent un intérêt. La dictée est un outil utile dans l'acquisition de l'orthographe et de la syntaxe, et il serait absurde de s'en priver. Les écoliers des territoires d'Outre-mer portent l'uniforme et cela n'a pas l'air de les traumatiser. Quant aux téléphones portables, ils sont assurément nocifs, tant pour les professeurs que pour les élèves. Et sont d'ailleurs bannis de la plupart des établissements de France. La question n'étant pas tant de savoir s'il faut systématiser cette interdiction que de trouver des moyens de la faire respecter. Reste deux interrogations : pourquoi ouvrir autant de débats à la fois, au risque de les escamoter ? Et pourquoi creuser systématiquement le même sillon conservateur ? Jean-Michel Blanquer, qui se définit comme "un néo-classique", en veut à la presse de gauche de le dépeindre en réactionnaire. Mais que fait-il pour éviter ce procès ? On ne choisit pas de recevoir les hommages à l'arsenic de Marine Le Pen, faisant du "phénomène Blanquer" une "victoire idéologique du Front national" ; certes. Mais on peut choisir ses interlocuteurs : rien ne l'obligeait à accorder coup sur coup des entretiens à "Valeurs actuelles" puis à "Causeur", une publication qui estime nécessaire d'ouvrir un débat sur la création de bantoustans musulmans soumis à la charia sur le territoire français. Double discours Parmi les nombreuses plaies qui accablent notre Education

nationale, on peut aussi choisir celles à traiter en priorité. Uniforme, dictée quotidienne, maxime du jour, sans oublier les fables de La Fontaine assaisonnées à toutes les sauces... Depuis sa prise de fonction, le ministre ne cesse de semer des marqueurs symboliques le rattachant à la figure fantasmée de l'école de Jules Ferry, autoritaire, bienveillante... et culturellement homogène. On y a longtemps vu un positionnement stratégique face à une opinion publique majoritairement conservatrice sur les questions d'éducation. Mais le fil devient un peu trop gros. Et surtout, il commence à nuire sérieusement à la clarté de l'action publique. Quelques exemples : pourquoi le 27 novembre dernier, juger légitimes les mouvements de protestation suscités par les ABCD de l'égalité (un programme de lutte contre les stéréotypes sexistes lancé par le précédent gouvernement à destination des élèves de primaire, qui avait suscité les foudres des mouvements fondamentalistes chrétiens et musulmans), alors que cette même égalité hommes-femmes était érigée en grande lutte nationale deux jours plus tôt ? Pourquoi annoncer le retour du redoublement en une du "Parisien" alors que, sauf cas particuliers, cette mesure se révèle contre-productive et coûteuse pour les finances publiques, et que le ministre en est parfaitement conscient ? Pourquoi mettre en avant la dictée quotidienne, alors que l'enquête Pirls souligne d'abord les difficultés des enfants dans l'analyse et la compréhension fine des textes ? Pourquoi enfin contredire ouvertement la parole présidentielle en se préoccupant du couvre-chef des mamans accompagnatrices – le président ayant clairement spécifié le 13 juillet qu'il se refuserait à "inventer de nouveaux textes pour aller traquer ceux qui lors des sorties scolaires peuvent avoir des signes religieux". Alors certes, avec notre méticuleux agrégé en droit, il faut toujours lire les codicilles. Le redoublement ? Une approximation du "Parisien". Si on le lit bien, le ministre se positionne pour un redoublement "en dernier recours", dans des cas "qui doivent rester rares". Les mamans voilées ? Le ministre est bien conscient que la jurisprudence n'est pas claire sur le sujet, et qu'il ne faut pas faire de "déclarations de matamore". Le buzz autour de la dictée ? Un phénomène d'hystérie collective fréquent chez les journalistes. La proposition n'était qu'un "élément parmi d'autres" dans un long discours de 40 minutes faisant le récapitulatif des actions menées depuis six mois. Le ministre est-il à ce point naïf ? Oui, l'opinion et donc les médias se délectent de propositions simples et clivantes. Mais qu'a-t-il proposé de plus concret que la dictée pour répondre aux défis posés par l'enquête Pirls ? Et que fait-il d'autre qu'une déclaration précipitée en estimant que des mamans voilées, "normalement", ne devraient pas accompagner les sorties scolaires ? De quelle normalité s'agit-il ? De la normalité blanquérienne ? Ou de la normalité républicaine ? Une politique déséquilibrée A force de provocations à demi-assumées et d'embrouillaminis conceptuels, Jean-Michel Blanquer a fini par nous perdre. Que veut-il ? Quel est son diagnostic réel sur l'école française ? On ne sait plus. Le volontarisme de l'ancien recteur et sa réputation réformatrice lui ont longtemps assuré un a priori favorable chez des observateurs du système éducatif, pourtant éloignés de sa chapelle idéologique. On pense ainsi au sociologue François Dubet qui, tout en déplorant son élitisme assumé, voyait en lui l'aiguillon possible d'une mise en branle du mammoth, et notamment d'une politique de ressources humaines moins sclérosée. Les livres de Jean-Michel Blanquer, de fait, n'ont rien à voir avec ceux d'un Jean-Paul Brighelli ou d'un Alain Finkielkraut, prosateurs inlassables (et non dénués de talent) du "c'était mieux avant". Ils parlent d'avenir, d'autonomie des équipes éducatives, de réformes pédagogiques – dès lors qu'elles sont validées par des expérimentations probantes – et même de cette inégalité structurelle qui mine le système scolaire français. Mais que reste-t-il au bout de six mois de ces belles intentions ? Devant nous, une réforme du bac et du lycée prévue pour fin janvier, sur lesquels les experts s'accordent depuis 30 ans (moins d'heures de cours, plus d'autonomies des élèves, plus de préparation au supérieur...), mais qui, jusqu'à présent, s'était toujours heurtée aux corporatismes. Derrière nous, les CP à 12 élèves instaurés dès cette rentrée dans les écoles de l'éducation prioritaire. Une mesure volontariste et courageuse puisqu'il a fallu prendre (un peu) aux riches pour rhabiller les pauvres. Mais qui ne saurait suffire à rétablir la promesse républicaine d'une école égale pour tous. Baccalauréat : ce que Jean-Michel Blanquer veut changer Pour le reste, Jean-Michel Blanquer a beaucoup détricoté (la réforme du collège jugée trop égalitariste, la réforme des rythmes scolaires jugée trop contraignante, bien qu'elle soit validée par tous les chronobiologistes...) et beaucoup emprunté à ces prédécesseurs... en oubliant souvent de le préciser. Le ministre a ainsi "découvert" l'éducation morale et civique à l'occasion de la journée de la laïcité, les stages de remise à niveau au primaire et au collège à l'occasion de

la rentrée scolaire, ou encore le site de chat [monorientationenligne.fr](http://monorientationenligne.fr) à l'occasion de la réforme de l'accès au supérieur. Des inventions blanquériennes ? Non des initiatives anciennes que le ministre a décidé de reprendre et amplifier. C'est un début, mais le bilan reste trop lacunaire, et trop déséquilibré. Le niveau de ségrégation scolaire atteint des niveaux indignes dans les métropoles, et le climat scolaire reste problématique dans les collèges de l'éducation prioritaire. Que fait le ministre en la matière, hormis enterrer les – timides – expérimentations de mixité lancées par sa prédécesseure ? La société des écrans a selon lui des effets mortifères sur les jeunes esprits. Qu'attend-il pour passer à l'action et s'adresser frontalement aux parents ? Le décrochage scolaire est en léger recul, annonce une étude passionnante du Conseil national d'évaluation du système scolaire. Pourquoi le ministre, qui a pourtant participé en tant que recteur puis directeur de l'administration du ministère à l'essaimage des micro lycées pour raccrocheurs, ne reprend pas la balle au bond ? Les 100.000 jeunes qui sortent chaque année sans aucune qualification du système scolaire ne sont-ils pas prioritaires ? Jean-Michel Blanquer l'a répété : il souhaite inscrire son action dans la durée - les cinq ans du mandat présidentiel. Et décomposer celle-ci en plusieurs "séquences". Il n'est donc pas trop tard pour sortir de l'obscurité communicante, renouer avec la clarté agissante. Et faire vivre... un nouvel espoir. Gurvan Le Guellec